

**Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/851
5 novembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 5 NOVEMBRE 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE PRÉSIDENT EXÉCUTIF DE LA COMMISSION SPÉCIALE CRÉÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN APPLICATION DU SOUS-ALINÉA i) DE L'ALINÉA b) DU PARAGRAPHE 9 DE LA RÉSOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Comme suite à ma lettre du 4 novembre 1997 (S/1997/843), j'estime devoir vous informer et, par votre entremise, informer les membres du Conseil de sécurité que les équipes de la Commission spéciale, agissant suivant les instructions que je leur ai données en ma qualité de Président exécutif, ont essayé, le 5 novembre 1997, de mener leurs travaux d'inspection en Iraq et qu'elles en ont été de nouveau empêchées. Les incidents au sol se sont déroulés selon le même schéma que ceux de la veille.

Je voudrais aussi attirer l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que cela fait maintenant une semaine qu'il n'y a pas eu d'inspections de contrôle de la part des équipes de la Commission spéciale. La conséquence évidente en est que la Commission n'est pas en mesure de vérifier que les installations et le matériel à double finalité existant en Iraq n'ont pas été utilisés pour la production d'armes de destruction massive ou d'éléments d'armes de cette nature.

Un récent événement, qui retentit gravement sur l'aptitude de la Commission spéciale de s'acquitter des tâches qui lui ont été assignées par le Conseil de sécurité, souligne encore la gravité potentielle de la situation actuelle.

Des éléments importants de matériel à double finalité, qui sont surveillés à l'aide du système de contrôle par téléobjectif de la Commission spéciale, ont été déplacés hors du champ des caméras. Il s'agit, entre autres, du dispositif d'équilibrage de rotors de gyroscopes, qui peut être utilisé pour équilibrer les gyroscopes de guidage de missiles prohibés.

Le déplacement sans notification préalable de matériel de cette nature est interdit par le plan de contrôle établi par la Commission, et ce matériel est surveillé en permanence à l'aide de caméras précisément parce qu'il se prête facilement à une utilisation axée sur des activités prohibées. Ainsi, par exemple, il suffirait de quelques heures pour adapter des ferments de manière à leur faire produire des souches d'agents utilisables aux fins d'une guerre biologique. En outre, il semblerait que des caméras aient été délibérément altérées, que des lentilles aient été recouvertes et que la lumière ait été

éteinte dans les installations surveillées. Actuellement, la Commission procède à un examen immédiat et approfondi des images prises par toutes les caméras. Elle se propose par ailleurs d'inspecter, le 6 novembre 1997, deux des installations surveillées pour essayer de déterminer l'emplacement du matériel à double finalité qui a été déplacé.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Richard BUTLER
